

RAPPORT ANNUEL 2023

Chaque matin, vous vous habillez, vous prenez une tasse de café, de chocolat au lait ou de thé dans une tasse en porcelaine. Vous utilisez une cuillère en aluminium inoxydable, appliquez une pommade ou un produit cosmétique et sortez votre smartphone pour lire le journal ou informer vos collègues que votre train a 30 minutes de retard. **Tous ces produits importants pour votre bien-être sont liés d'une manière ou d'une autre aux chaînes de valeur mondiales** des secteurs agricole, minier ou textile. En amont, au tout début de la chaîne, des millions de travailleur-euses invisibles ou caché-es luttent chaque jour pour leur survie. **Sans salaire décent ni protection sociale, ils et elles travaillent dans des conditions dégradantes, insalubres et dangereuses.**

Dans ce même monde globalisé, **les multinationales actives dans ces chaînes de valeur parquent avec les profits exorbitants amassés**, alors que leur approche a des conséquences environnementales, climatiques et sociales désastreuses. L'exploitation de certaines chaînes de valeur mondiales, comme l'exploitation minière, est à l'origine de conflits armés sanglants et de déplacements massifs de populations qui n'hésitent pas à qualifier de « malédiction » les richesses naturelles de leur pays.

Notre rapport annuel 2023 prouve que malgré ces crises et les transformations profondes de notre planète, les mouvements sociaux n'ont pas renoncé. Grâce à leur résilience, leur interconnexion et leurs luttes communes et mondialisées dans les chaînes de valeur sur quatre continents (Asie, Afrique, Amérique latine et Europe), des **progrès sont réalisés et l'espoir pointe à l'horizon.**

WSM continuera à relier les mouvements sociaux au sein de réseaux internationaux combattifs, où les organisations apprennent les unes des autres, où les bonnes pratiques sont partagées et où les actions visant à influencer les politiques sont renforcées. Ensemble, les mouvements sociaux apportent des changements réels et veillent à ce qu'ils s'appliquent à grande échelle.

Uzziel Twagilimana

Directeur adjoint – Programmes

WSM
We Social Movements

EQUIPE DE RÉDACTION / Géraldine Dezé, Camilla Miotto, Naomi Vleugels, Nancy Govaerts, Klaar Degroote, Sara Ceustermans.

COPYRIGHT PHOTOS / WSM, les organisations citées, Tim Dirven (p.8 section Belgique, photo action RP), Layla Aerts (p.3 section Latam, interview Pedro Salazar)



AMÉRIQUE LATINE

Bananes, café, chocolat. De nombreux délices que l'on trouve dans les magasins belges viennent de loin. L'Amérique latine et les Caraïbes cultivent un large éventail de produits alimentaires, tant pour le marché local que pour l'exportation. En Bolivie, au Guatemala et au Pérou, le secteur agricole représente un quart des emplois. En République dominicaine, il représente huit pour cent des emplois. À titre de comparaison, en Belgique, il ne représente qu'un pour cent des emplois.

Bien que ces produits agricoles soient essentiels à notre alimentation, le travail dans ce secteur ne garantit aucunement un salaire décent. De plus, les techniques d'agriculture intensive épuisent les sols, provoquent des pénuries d'eau et détruisent les écosystèmes. C'est

dans ce contexte que les mouvements sociaux se mettent en ordre de bataille pour virer de bord.

Les organisations avec lesquelles nous travaillons se concentrent sur différents groupes cibles : les travailleur-euses (in)formel-les qui doivent

souvent se débrouiller dans une économie de survie, les agriculteur-trices et les maraîcher-ères qui veulent passer de l'autosuffisance à l'entrepreneuriat, et les jeunes qui font leurs premiers pas sur le marché du travail. Les **mouvements sociaux promeuvent un modèle d'économie (agricole) sociale et solidaire.** Les agriculteur-trices et les éleveur-euses sont organisés en groupes solidaires et en coopératives, ils et elles sont guidés dans la mise en place de chaînes de valeur locales. La formation aux techniques modernes, à l'agriculture écologique, à la bonne gestion de l'eau et de l'environnement, ainsi que les avantages de l'entrepreneuriat social en général, renforcent les capacités des adhérent-es aux mouvements. Ils améliorent ainsi les rendements, les revenus des familles et fournissent une alimentation plus variée.

Dans un secteur agricole plein de défis en raison de facteurs tels que la crise climatique, la concurrence de l'agriculture industrielle, l'accès limité des femmes aux terres agricoles, la sécheresse, les pénuries de semences, d'engrais, d'énergie et de matériaux, les organisations re-

cherchent des stratégies innovantes en collaboration avec les membres pour lesquels elles veulent faire la différence.

Un événement important s'est tenu en République dominicaine en octobre 2023 avec cet intitulé : « La formation professionnelle et l'éducation au travail en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Espagne, au Portugal et au Cap-Vert ». Il s'agissait d'une édition anniversaire à laquelle ont participé le président de la République dominicaine, six ministres du Travail de la région et le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Pour l'organisation bolivienne SEN-TEC (centre de formations techniques et défenseur des énergies renouvelables), c'était une chance inédite de diffuser son message. Ses **formations professionnelles sur la construction d'appareils fonctionnant à l'énergie solaire** permettent aux gens de créer leur propre entreprise. **De plus, ces formations contribuent à la transition vers les énergies renouvelables et alternatives dans différents secteurs, dont l'agriculture.** Proposer un modèle alternatif lors de tels forums est une étape nécessaire vers un changement durable.



SENTEC construit des dispositifs à énergie solaire en Bolivie.



Une plantation de bananes au Guatemala.

RÉALISATIONS

- // En Bolivie, SENTEC a dispensé une formation à l'INFOTEP (Institut national de Formation technique et professionnelle) en collaboration avec INSPIR République dominicaine et le syndicat CASC. Deux formateurs de SENTEC ont formé quinze jeunes et des instructeurs d'INFOTEP. Des fours et des cuisinières à énergie solaire ont été fabriqués pendant la formation. Ces technologies écologiques à faible coût sont utilisées pour soutenir les communautés vulnérables du pays, notamment dans le secteur alimentaire.
- // La CONAMUCA de la République dominicaine a organisé deux bourses de production agroécologique pour promouvoir ces techniques de production, auxquelles 74 personnes ont participé.
- // Au Guatemala, la CGTC et le MTC travaillent avec des groupes issus de communautés agricoles. En 2023, 500 personnes ont été formées sur différents sujets importants pour elles.



Pedro Salazar est cultivateur de cacao en République dominicaine. Sur une parcelle de quatorze hectares, lui et sa famille cultivent des cacaoyers depuis plusieurs générations. En une année, il obtient 6.000 kilos de fèves de cacao.



Pedro est conscient qu'ensemble, on peut faire plus. C'est pourquoi il est membre du syndicat dominicain FEDELAC (Federacion Dominicana de Ligas Agrarias Cristiana), lié à la CASC, qui défend les droits des travailleur-euses agricoles. Il est membre du conseil d'administration de la coopérative de cacao COPROAGRO. Cette coopérative regroupe 2.400 producteur-trices de cacao. « Par l'intermédiaire de la coopérative, nous essayons d'obtenir un meilleur prix, car c'est là le principal problème : nos fèves de cacao ne nous rapportent pas assez. On peut à peine en vivre. La coopérative a obtenu un certificat de l'UE, assorti de conditions strictes. Par exemple, le travail des enfants est strictement contrôlé et l'abattage illégal de la forêt tropicale pour des plantations supplémentaires est empêché. Et nous travaillons sans produits chimiques. »

« Nous savons que le cacao de la coopérative est vendu à Cargill et à Mondelēz, des entreprises belges. **Le prix que nous recevons pour nos fèves de cacao n'est pas correct, surtout quand on voit ce que gagnent les chocolatiers et les spécula-**

teurs en aval de la chaîne. Cela nourrit la vindicte. Le prix devrait bénéficier aux producteur-trices de cacao, et ne pas rester bloqué quelque part en chemin. Nous sommes, en tant que producteur-trices locaux-ales, également très dépendant-es des conditions météorologiques. Le changement climatique entraîne une sécheresse extrême en République dominicaine. En conséquence, la production a chuté de 30 à 40 pour cent au cours des dernières saisons. Ce qui veut dire encore moins de revenus pour nous et aucune compensation par un prix plus élevé. Nous avons également des problèmes de transport. Les routes sont en mauvais état. Le gouvernement ne prend pas ses responsabilités. La conséquence de tout cela est que les enfants des cultivateur-trices de cacao ne restent pas dans la région. Ils partent en ville pour y trouver du travail. »

Le devoir de vigilance (voir encadré) tout au long de la chaîne entraînera effectivement des changements. « Il y aura plus de transparence, et si c'est le cas, les gens sauront où va la production. Les mesures qui ont déjà été prises me font me sentir bien, mieux qu'avant. Il y a maintenant des familles qui tirent un bon revenu de la production de cacao. La lutte pour le devoir de vigilance doit se poursuivre afin que les progrès ne s'arrêtent pas en chemin. »

Depuis plus de trois ans, la CSC-Centrale Alimentation et Services, WSM et ACV-CSC International travaillent ensemble sur la durabilité de la chaîne de valeur du cacao. L'accent est mis sur la vigilance obligatoire dont doivent faire preuve les entreprises vis-à-vis de leur chaîne de valeur, ce qui oblige les entreprises à respecter les conditions de travail, les droits humains et de l'environnement tout au long de la chaîne du secteur du cacao et du chocolat. Pour mettre en pratique la vigilance tout au long de la chaîne, il est nécessaire d'établir des liens avec les cultivateur-trices de cacao, qui forment le premier maillon de la chaîne. Les premières mesures en ce sens ont été prises en 2023.

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

Le secteur minier en Afrique nous fournit une large gamme de produits que nous utilisons tous les jours. Pensez à votre téléphone portable, à votre vélo ou voiture électrique, à votre ordinateur portable ou à la bague en or que vous portez au doigt. Les conditions dans lesquelles ces matières premières sont extraites sont loin d'être idéales.

Malheureusement, dans de nombreuses régions, l'extraction de ces ressources naturelles conduit à la violence et alimente les conflits armés. Cette situation s'inscrit dans un contexte de concurrence entre les entreprises multinationales. Celles-ci exploitent sans vergogne la pauvreté ambiante. **Mais surtout, les droits des travailleuses, souvent des mineurs artisanaux, sont grossièrement bafoués.** Les syndicats, les mouvements de défense des droits des femmes et des enfants travaillent

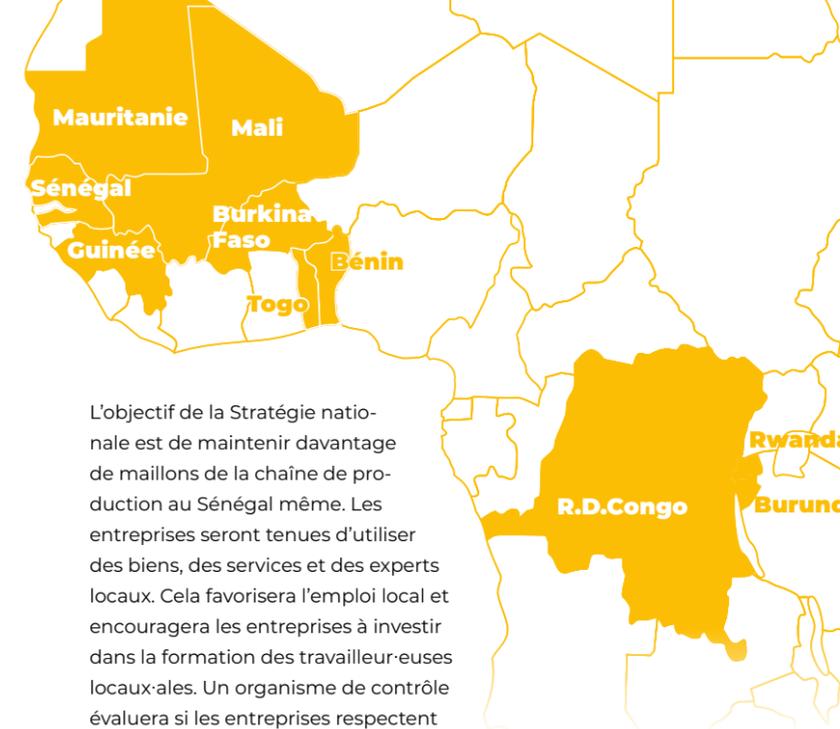
chaque jour sur le terrain pour faire respecter les droits des travailleuses des mines. Réunis en réseaux, ils défendent également leurs droits à la protection sociale au niveau politique.

Une nouvelle loi majeure qui transformera le secteur minier est entrée en vigueur au **Sénégal** en 2023. **La « Stratégie nationale de Développement du Contenu local » stipule que le Sénégal veut garder une plus grande part de la chaîne de valeur**

des matières premières dans le pays et créer plus d'emplois locaux.

Les organisations syndicales SUTIDS, SNIEMPS et bien d'autres poussent à mettre en œuvre cette stratégie depuis 2017.

Dans le secteur minier, l'extraction des minerais a souvent lieu dans le premier pays de la chaîne. La création de valeur - fonte, raffinage et fabrication des produits finis - a lieu ailleurs. Or, c'est là que les matières premières prennent de la valeur et que les profits sont réalisés. Les mineurs au début de la chaîne ne gagnent pour leur dur labeur qu'une infime partie du prix de vente final. Souvent, les cadres et les ingénieurs des sites miniers sont des travailleuses étrangères, envoyés par la multinationale.



L'objectif de la Stratégie nationale est de maintenir davantage de maillons de la chaîne de production au Sénégal même. Les entreprises seront tenues d'utiliser des biens, des services et des experts locaux. Cela favorisera l'emploi local et encouragera les entreprises à investir dans la formation des travailleuses locales. Un organisme de contrôle évaluera si les entreprises respectent les nouvelles règles.

La Stratégie peut donc devenir un véritable levier pour créer plus d'emplois de qualité pour les Sénégalais. De plus, cette approche permet de dégager des revenus supplémentaires pour l'État sénégalais. Cela donne sans aucun doute l'opportunité de renforcer les droits de la protection sociale.

Ces organisations travaillent dans un contexte très difficile : terreur au Burkina Faso, coup d'État en Guinée par un régime militaire imposant des restrictions sur les rassemblements tels que les manifestations. Le Niger a également été confronté à un coup d'État militaire. En République démocratique du Congo (RDC), le président s'est succédé à lui-même avec un score électoral plutôt élevé. Malgré les situations extrêmement complexes et instables dans lesquelles la société civile opère, les organisations parviennent à réaliser un changement social. Pas à pas. Une fois de plus, cela montre le pouvoir des mouvements sociaux forts.

Le programme minier en Afrique est une collaboration entre SYNAMICAB (Burkina Faso), FSPMCICA (Guinée), SNTM (Mauritanie), FEMINE (Niger), CSC Mines (RD Congo), SUTIDS et SNIEMPS (Sénégal), SYDEMINE (Togo), et WSM, ACV-CSC International et ACV-CSC BIE (Belgique).

Kokou Agbeméhia HAGBE est chargeur de trémies de remplissage chez Diamond Cement, au Togo.



« En 2023, l'employeur a refusé d'augmenter nos salaires au niveau du nouveau salaire minimum, malgré les demandes des représentants syndicaux. Notre syndicat SYDEMINE s'est adressé à l'inspection du travail. Cela a porté ses fruits. Non seulement nos salaires ont été augmentés d'un tiers, mais les arriérés ont également été payés. En tant que père de huit enfants, cette augmentation de salaire signifie surtout que je peux créer des opportunités supplémentaires pour mes enfants, ce dont je suis bien sûr très heureux. »

Ousmane Ndiaye, secrétaire général adjoint du SNIEMPS, explique en quoi la 'Stratégie nationale de Développement du Contenu local' est différente pour le Sénégal et les Sénégalais.



« Il s'agit d'un pas dans la bonne direction, car il apportera un réel changement sur le terrain. En tant que syndicaliste, je ne peux que m'en féliciter. Bien sûr, il y a encore des points à améliorer, par exemple en termes de transparence, mais la stratégie contient déjà de nombreux aspects importants. »
Par exemple, la loi encourage les Sénégalais aisés à investir dans le secteur, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Mais surtout, elle renforce la création d'emplois locaux. Les sociétés minières se tourneront principalement vers les entreprises locales sénégalaises pour la fourniture de biens et de services. À l'avenir, par exemple : les ressources extraites au Sénégal seront transformées en métaux commercialisables. Cela créera des emplois supplémentaires, qui seront principalement occupés par des Sénégalais.

« En 2016, il y a eu la modification de la Constitution, qui stipule que 'les ressources naturelles appartiennent au peuple et doivent être utilisées pour améliorer ses conditions de vie'. Avec cette nouvelle stratégie, nous nous rapprochons un peu plus des ambitions affichées dans la Constitution. »

RÉALISATIONS

- // Au Burkina Faso, de nouveaux représentant-es syndicaux-ales ont été élu-es dans trois mines. Le SYNAMICAB est devenu le syndicat le plus important dans l'une des entreprises.
- // En Guinée, le plaidoyer politique a permis de s'assurer que les demandes de concessions minières incluent une étude qui cartographie l'impact social et environnemental et prouve l'application des réglementations en vigueur.
- // Au Togo, où les changements législatifs intervenus en 2020 ont rendu le travail syndical plus difficile et plus risqué, les travailleuses d'un grand producteur de ciment ont pu élire des représentant-es syndicaux-ales pour la première fois.
- // En Mauritanie, la centrale syndicale a apporté un soutien juridique dans des litiges à 2.540 travailleuses.
- // En République démocratique du Congo, 1.000 nouvelles inspectrices du travail ont été recrutées et formées. Le partenaire syndical CSC a sensibilisé la population locale dans plusieurs régions à l'interdiction et aux risques du travail des enfants. Des élections syndicales ont suivi fin 2023 ; la Confédération syndicale du Congo (CSC) est restée le plus grand syndicat de l'industrie minière.



Sensibilisation des creuseurs de diamants à Mbuji Mayi en RD Congo.



Formation sur la Convention 176 de l'OIT concernant la santé et la sécurité dans les mines à Bukavu et Goma en RD Congo.

ASIE

L'Asie crée une grande variété de produits qui voyagent loin dans le marché mondial ou sont consommés sur place. Les exemples bien connus sont les **produits technologiques, l'huile de palme, les vêtements et le textile**. Les droits du travail ne sont pas toujours et partout garantis dans ces chaînes, et leur production nuit souvent à l'environnement.

En 2023, les organisations asiatiques se sont penchées sur les approches d'une **transition fondée sur la justice sociale**. Elles ont accordé une attention particulière aux systèmes de protection sociale qui protègent les populations des effets négatifs du changement climatique et à la transition vers un modèle respectueux de l'environnement. La justice climatique est au cœur de cette démarche.

Les organisations ont décidé qu'il était essentiel de d'abord définir le

sens exact de la justice climatique. Le changement climatique n'est pas seulement une question environnementale, c'est aussi une question éthique et politique. Il a un impact disproportionné sur les personnes vivant dans la pauvreté et en marge de la société, des communautés qui sont par ailleurs les moins responsables du problème. La **justice climatique considère le changement climatique comme un problème systémique** de pauvreté, d'inégalités et de marginalisation des droits hu-

ains. **C'est pourquoi des solutions systémiques fondamentales sont nécessaires.**

La mise en place de **systèmes de protection sociale adaptés** est une étape importante. Ces systèmes doivent être résilients et bien fonctionner, même en cas de crise (pandémies, crises financières ou catastrophes climatiques). Et surtout, le bon fonctionnement d'un système de protection sociale peut servir de levier pour réaliser plus rapidement la tran-



DE L'HUILE DE PALME SANS EXPLOITATION EN INDONÉSIE ?

L'huile de palme est présente dans toutes sortes de produits que nous utilisons tous les jours : nourriture, savon, cosmétiques. Oui, même dans notre pâte à tartiner, qui obtient sa texture crémeuse grâce à cette huile. Miam !

Mais la production d'huile de palme a aussi un côté sombre. En effet, celle-ci a été accélérée pour répondre à la demande mondiale massive, ce qui en fait la **principale cause de déforestation des vingt dernières années**. L'environnement et le climat en sont les principales victimes, surtout en Indonésie, qui est le pays qui génère presque la moitié de la production mondiale d'huile de palme. Ce sont les **populations locales qui en subissent les conséquences négatives**. Ils et elles perdent leurs terres au profit des exploitant-es des plantations. Et les 4,4 millions de personnes qui y travaillent le font dans de très mauvaises conditions.

En raison de la grande quantité de fruits de palmiers à huile qui doivent être récoltés chaque jour, de nombreux-ses travailleur-euses sont obligé-es de se faire aider par leurs enfants. Les femmes sont confrontées à des difficultés supplémentaires. Elles occupent les emplois les moins bien payés et les moins protégés, comme travailler avec des pesticides et des engrais qui épuisent le sol et nuisent gravement à leur propre santé.

Aujourd'hui la plupart des limites de la planète ont déjà été franchies. Il est urgent d'agir ! Mais la production d'huile de palme est également confrontée à des défis majeurs. En effet, comment passer à une économie neutre sur le plan climatique sans mettre en péril les revenus et le bien-être des travailleur-euses et de leurs familles ?

« La voix des travailleur-euses de l'huile de palme doit être entendue dans le débat sur le climat. Ils doivent être invitées à la table des négociations. Car c'est aussi cela la justice climatique : veiller à ce que la transition vers une économie à faible émission de carbone soit équitable. »

- Elly Rosita Silaban, présidente de K-SBSI

Le gouvernement fait partie de la solution !

K-SBSI, confédération syndicale d'Indonésie, ainsi que d'autres organisations environnementales, se battent pour que le gouvernement intervienne dans le secteur afin de parvenir à un développement économique durable et écologique.

Ainsi plaident-ils pour une meilleure répartition des terres entre les petit-es exploitant-es, afin que différentes essences puissent être cultivées. Les revenus tirés de l'huile de palme devraient également être répartis plus équitablement. Lorsque les plantations sont arrêtées, des emplois peuvent être créés dans le domaine de la conservation et de la restauration de la nature. Pour ce faire, on a besoin d'une meilleure formation et reconversion des travailleur-euses, afin qu'ils-elles puissent sauter le pas vers d'autres secteurs.

« Notre travail est dangereux et souvent nos droits ne sont pas respectés. Nous-mêmes ressentons le changement climatique tous les jours. Mais nous avons besoin de nos emplois. Heureusement, K-SBSI cherche des solutions par le biais du dialogue social. »

- Un ouvrier de plantation



Elly Rosita Silaban

RÉALISATIONS

// En Indonésie, la centrale syndicale textile GARTEKS a pu démarrer un syndicat dans une nouvelle usine, ce qui offrira une meilleure protection aux 207 membres de cette nouvelle section.

// Au Bangladesh, le syndicat *National Garment Workers Federation* (NGWF) a contribué à ce que le salaire minimum soit augmenté de moitié, ce salaire s'appliquant à 85 % des travailleur-euses.

L'augmentation était inférieure à ce que les syndicats demandaient, et inférieure à un salaire décent, mais beaucoup plus élevée que ce que les représentant-es des employeurs voulaient. La société civile unie a réussi à améliorer les droits à la protection sociale. Un régime universel de pension a été lancé en 2023 et un projet pionnier d'assurance des accidents du travail a vu le jour.

// Le syndicat indonésien FKUI souhaite améliorer la sécurité et la santé au travail dans le secteur du ciment. À cette fin, il a organisé des sessions de formation dans six usines, auxquelles ont participé 400 travailleur-euses. Dans ces mêmes usines, des projets de comités de santé et de sécurité au travail se sont mis en place.



Commemoration des 10 ans du Rana Plaza au Bangladesh.



Une usine textile en Indonésie.



Action symbolique de plantation d'arbres pour compenser les vols vers un séminaire international de WSM.

sition vers la justice sociale.

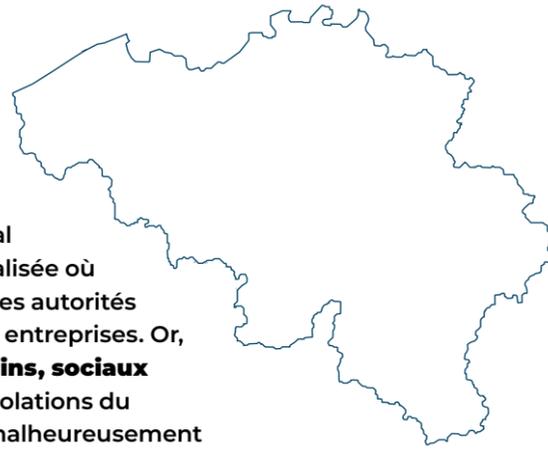
La mise en place de ces systèmes à l'échelle mondiale et universelle nécessite des ressources. Sur ce point également, les membres du réseau asiatique ont adopté une position claire : la protection sociale adaptative devrait être financée par un *loss and damage fund* (fonds pollueur payeur). **En effet, la crise climatique touche tous les pays, mais tous n'ont pas la même responsabilité historique. Les organisations ont donc décidé d'unir leurs forces pour demander aux plus grands pollueurs mondiaux d'assumer et de payer.**

Fin 2023, la Marche pour le Climat a de nouveau été organisée en Belgique. *Beweging.net* a choisi de donner la parole aux côtés de son président Peter Wouters à Bismo Sanyoto d'Indonésie, collègue de WSM, et à L.A. Samy d'AREDS en Inde afin d'incarner cette lutte commune pour la justice climatique internationale.

Pour les mouvements sociaux, c'est un important exercice d'équilibre que de contribuer à façonner la société et les modèles économiques de demain tout en défendant et en renforçant les droits des travailleur-euses d'aujourd'hui. L'année dernière encore, les organisations ont pris ces rôles à cœur.

De 2024 à 2027, WSM collaborera au projet 'Fashioning a Just Transition'. Ce projet englobe plusieurs axes allant du climat, de l'écologie, des droits des travailleur-euses dans le secteur textile jusqu'à la nécessité d'une transition juste. L'objectif du projet est de donner aux citoyen-nes de l'UE, en particulier aux jeunes, les moyens de défendre un développement juste et durable à l'échelle mondiale et en particulier la transition vers une industrie de la mode où les droits des femmes et des travailleur-euses sont respectés, et où le climat et l'environnement sont protégés.

BELGIQUE



Pour les grandes entreprises, l'Union européenne est un marché commercial important mais aussi le lieu de leur siège social. Dans une économie mondialisée où les acteurs économiques sont puissants, il est de plus en plus difficile pour les autorités de garantir le respect des droits humains dans les chaînes de valeurs de ces entreprises. Or, les entreprises ont la responsabilité de (faire) respecter les droits humains, sociaux et environnementaux dans leurs chaînes de valeur, mais les continuelles violations du droit montrent que les initiatives volontaires de certaines entreprises sont malheureusement insuffisantes. Les changements structurels ne se produiront que lorsque les entreprises auront l'obligation d'assumer cette responsabilité, et de rendre des comptes.

L'année 2023 a marqué un tournant dans ce domaine : le 1er juin 2023, le Parlement européen a voté en faveur du devoir de vigilance, envoyant un message fort à ses États Membres et aux entreprises. En décembre, les États membres sont parvenus à un accord politique. Ce résultat est le fruit d'un travail politique et éducatif intense mené en collaboration avec des dizaines d'autres organisations en Europe, et en Belgique, grâce à une coalition composée de plus de 20 ONGs et de syndicats qui a interpellé et sensibilisé en faveur

de ce changement. Et cette force collective a finalement porté ses fruits !

Qu'ils-elles travaillent en Belgique ou dans un pays producteur, les travailleur-euses des chaînes de valeur internationales sont interconnectées. Les problèmes qu'ils-elles rencontrent sont parfois d'une autre ampleur, mais ils sont les symptômes d'un même modèle économique qui n'en finit pas de commettre des violations des droits humains et de la dégradation de l'environnement. En 2023, nous nous sommes

particulièrement concentré-es sur les marchés publics. Des violations des droits des travailleur-euses ont lieu dans les chaînes de production de nombreux produits achetés par nos institutions publiques, tels que les uniformes de la police et des services de sécurité ou encore les pavés qui couvrent nos rues.

En tant que militant-e syndical-e dans une organisation de service public, que peut-on faire pour pousser à des achats «propres» qui respectent les droits des travailleur-euses tout au long des chaînes

de production ? Quelles alternatives susciter ? Quelle bonnes pratiques promouvoir ? Quels leviers d'action sont à notre portée, pour rendre effectif le devoir de vigilance dans les entreprises publiques ? Ces aspects ont été abordés lors d'une journée nationale de formation le 8 décembre, organisée par les centrales syndicales des services publics, WSM et l'ACV-CSC international.

En région, des actions de sensibilisation ont été organisées, avec des activités mettant le focus soit sur le secteur textile, comme à Verviers (avec l'envie de mettre la lumière sur les alternatives locales et le seconde main), sur la filière du cacao (action dans l'espace public à Schaerbeek à l'occasion de la journée internationale contre le travail des enfants), ou encore sur l'accaparement des terres et des ressources minières (au Luxembourg). Se saisir de ces enjeux législatifs d'actualité a donc été un outil fort pour mobiliser largement, et obtenir des résultats concrets.

Mais le devoir de vigilance ne s'arrête pas qu'aux entreprises privées, ni aux marchés publics. Dans notre système économique globalisé, les travailleur-euses parcourent de longues distances dans l'espoir de percevoir de meilleurs salaires et de bénéficier d'un avenir meilleur. La chaîne mondiale des soins en est un bon exemple. Les femmes, en particulier, migrent vers d'autres régions ou pays pour travailler dans le secteur du soin. Elles apportent une valeur ajoutée sociale, mais sont souvent laissées pour compte lorsqu'il s'agit de garantir leurs droits à la protection sociale. C'est ce pourquoi lutte la Ligue des Travailleuses domestiques de la CSC Bruxelles. Tous les 14 juin, date qui marque la journée internationale du travail domestique, les membres de la Ligue se mettent en grève. De nombreuses femmes subissant des violences économiques, politiques et/ou de genre fuient leur pays en espérant trouver de meilleures conditions de vie en Belgique et finissent souvent par y exercer un travail d'aide-ménagère. En proie aux abus et à l'exploitation, certaines d'entre elles se sont affiliées à la Ligue pour revendiquer leur régularisation et leur droit à exercer un emploi légal, décent et sécurisé. WSM a décidé d'entamer une réflexion pour mieux comprendre cette chaîne globale du soin afin d'œuvrer en faveur des droits à la protection sociale et à un travail décent pour ces travailleur-euses.

D'autre part, la venue de partenaires et la notion d'internationalisation restent une priorité dans nos actions et dans nos réflexions. La visite d'un membre de la CSC Congo, d'un représentant des mutuelles de santé congolaises et d'une délégation du comité de pilotage international du réseau INSP!R (sur le droit à la protection sociale) ont permis une meilleure appropriation des enjeux internationaux de la protection sociale et des droits du travail, notamment auprès des organisations constitutives du MOC.

De plus, a également été élaborée une proposition de voyage d'immersion permettant de traiter de la thématique de la transition écologique, dans l'objectif de nourrir la sensibilisation, la formation, les échanges avec des acteurs de terrain en République démocratique du Congo. Ce voyage, qui se déroulera en décembre 2024, est destiné à une diversité d'acteur-trices du Mouvement ouvrier chrétien et servira également aux efforts de campagne sur la thématique.

L'adoption de la Directive européenne sur le devoir de vigilance est un pas décisif, et comme le souligne Jennifer Van Driessche, chargée de sensibilisation et de formation chez WSM : « on observe que la démarche et la prise en compte du respect des droits humains, sociaux et environnementaux devient incontournable, au niveau des citoyen-nés, des entreprises et du politique. »



Jennifer Van Driessche

Dans le secteur du soin, la grève des travailleuses domestiques met en lumière les conditions difficiles de ces métiers de l'ombre, précaires et sous-estimés. Marginalisé, ce secteur est pourtant l'un des piliers de la société. Les travailleuses domestiques, souvent sous-payées et exploitées, luttent pour une reconnaissance de leur métier. « Nous sommes les soutiens invisibles des foyers, mais personne ne nous reconnaît » a déclaré Sarah, militante au sein de la Ligue des Travailleuses Domestiques. Maria Eralyn L. Tanga, alias Lovely, militante de l'Alliance of Health Workers aux Philippines remarque que « le personnel soignant, partout dans le monde, est épuisé et peu protégé. Ensemble, nous pouvons changer les choses : il est plus que temps de prendre soin de celles et ceux qui prennent soin ! »

Koen De Mey est président d'ACV-CSC Transcom et de la Fédération des syndicats chrétiens des services publics, qui regroupe les secteurs des services publics, des entreprises publiques et de l'éducation.



Koen De Mey

Les achats des États représentent environ 14 % du produit intérieur brut de l'Union européenne. Ils ont donc un énorme pouvoir pour rendre les chaînes de valeur plus durables. Il s'agit de toutes sortes de produits et de services : du café ou des ordinateurs portables pour le personnel, des uniformes pour la police ou l'armée, ou encore des pierres pour paver les rues.

Koen confirme qu'il était nécessaire de sortir de la routine quotidienne de leurs écoles, de leurs administrations, de leurs services publics et de leurs entreprises publiques pour se plonger dans l'histoire des droits humains et des droits de tous-tes les travailleur-euses.

« La solidarité nationale et internationale est nécessaire pour défendre ces droits, mais surtout pour les renforcer. Les droits humains et du travail fondamentaux concernent tous les travailleurs et travailleuses, en Belgique, en Europe et dans le monde. Dans le contexte d'une économie mondialisée, nous ne pouvons tolérer, en tant que syndicat, que les plus gros profits financiers, qui ne profitent qu'au capital, se fassent sur le dos des travailleur-euses les plus vulnérables. Le devoir de vigilance doit absolument devenir une priorité pour les entreprises privées et publiques et pour les gouvernements, il en va de même pour notre travail syndical », poursuit-il.

RÉALISATIONS

- // WSM a intensifié la pression sur les eurodéputé-es belges en vue du vote de la loi sur le devoir de vigilance avec la campagne « Vote of the year », en rendant visite à l'eurodéputé Pascal Arimont, dont le vote a pu faire la différence. Le MOC et la CSC se sont joints au convoi.
- // En tant que coordination de SKC et membre d'achACT, WSM a mobilisé à l'occasion du 10e anniversaire de l'effondrement du complexe Rana Plaza au Bangladesh et produit un documentaire, « Bangladesh revisited », sur la situation du secteur de l'habillement au Bangladesh 10 ans après cette catastrophe.
- // WSM, en collaboration avec ACV-CSC International, les fédérations et les centrales syndicales, a organisé des sessions de formation sur le devoir de vigilance dans les chaînes de valeur et la nécessité de son caractère contraignant, touchant ainsi 1.057 militant-es.
- // WSM, ACV-CSC, ACV-CSC International et les centrales ont organisé une journée d'étude sur l'importance du devoir de vigilance dans les secteurs publics. Nous avons zoomé sur les bonnes pratiques, les alternatives et la manière de les intégrer. Toutes ces idées ainsi que l'ambiance combative de la journée ont, ensuite, été compilées dans un aftermovie.
- // Une journée de sensibilisation à la chaîne mondiale du soin a réuni 62 participant-es.



Accueil de membres du réseau INSP!R à Tournai dans une initiative locale d'économie sociale.



Action symbolique lors du 10ème anniversaire de la catastrophe du Rana Plaza.

Un aperçu plus complet de nos activités, le bilan et le compte de résultat sont disponibles sur wsm.be.



2023 EN CHIFFRES

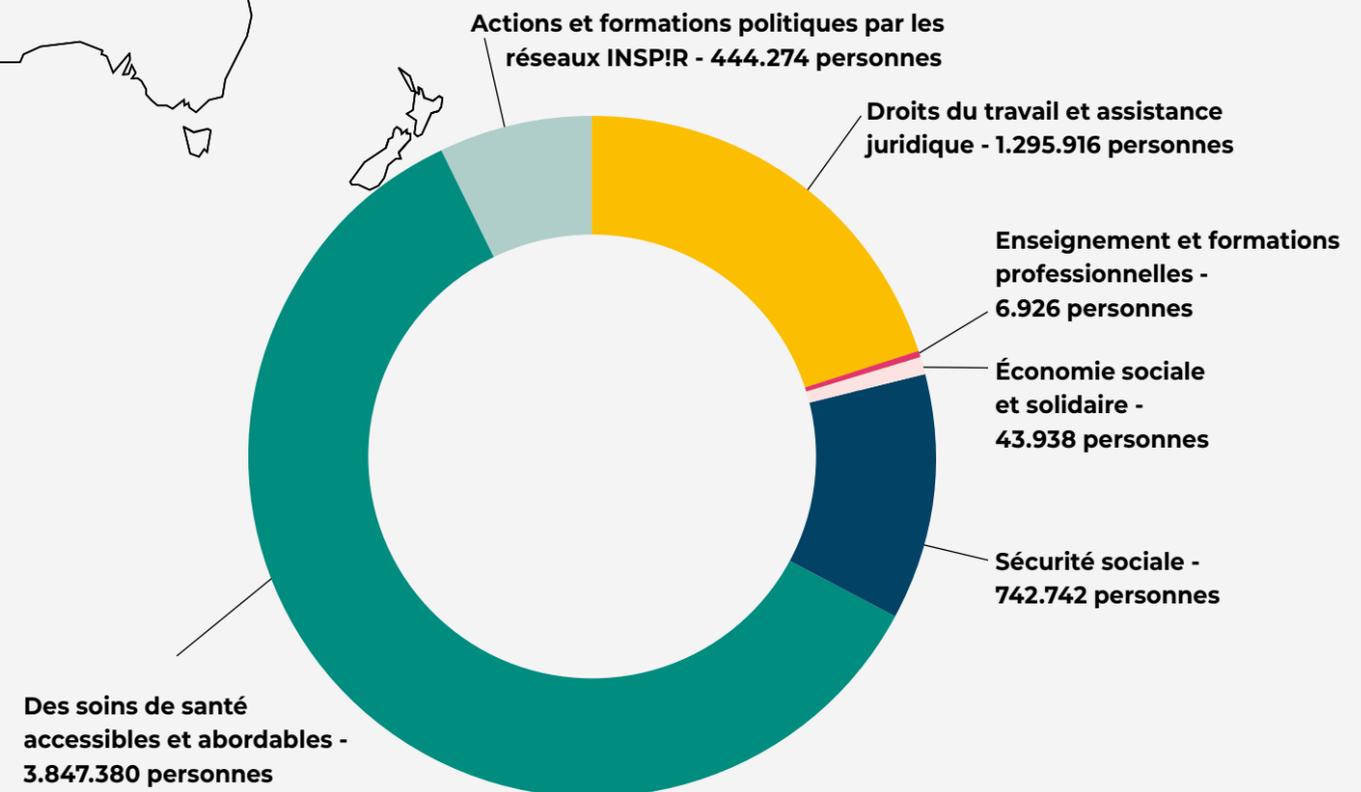
WSM TRAVAILLE AVEC 73 PARTENAIRES DANS 20 PAYS D'AFRIQUE, D'ASIE ET D'AMÉRIQUE LATINE, AINSI QU'EN BELGIQUE.



AFRIQUE	ASIE	AMÉRIQUE LATINE	INTERNATIONAL
68 % des fonds, 10 pays, 39 partenaires	16 % des fonds, 6 pays, 17 partenaires	15,5 % des fonds, 4 pays, 16 partenaires	0,5 % des fonds, 1 partenaire
<u>Afrique centrale</u> 27 %, 3 pays, 15 partenaires Burundi, R.D. du Congo, Rwanda	Bangladesh, Cambodge, Philippines, Inde, Indonésie, Népal	Bolivie, République dominicaine, Guatemala, Pérou	
<u>Afrique de l'Ouest</u> 41 %, 7 pays, 24 partenaires Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Sénégal, Togo			



“ EN 2023, LES ORGANISATIONS PARTENAIRES ONT TOUCHÉ UN TOTAL DE PLUS DE 6 MILLIONS DE PERSONNES ”





LES REVENUS

FONDS PUBLICS : 7.972.946 EUROS

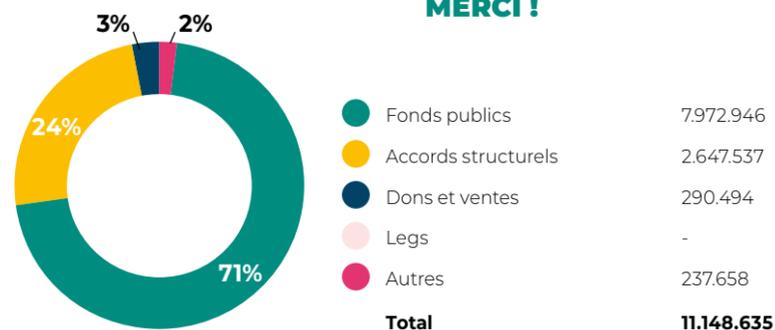
Pour les fonds publics sollicités par WSM, nous élaborons à l'avance un plan pluriannuel détaillé, décrivant les résultats à atteindre ainsi que les stratégies et les activités que nous mettons en œuvre à cette fin. Notre nouveau plan quinquennal a débuté en 2022 et se terminera en 2026. Chaque année, dans un rapport complet, nous rendons compte de chaque euro que nous recevons aux autorités publiques qui nous fournissent des fonds.

Les fonds publics en détail

- // Gouvernement fédéral : 7.459.339 euros
- // Union européenne : 191.666 euros
- // Fonds provenant des autorités régionales (communes, villes, provinces, régions et subventions à l'emploi) : 321.941 euros

AUTRES REVENUS : 3.175.688 EUROS

Pour pouvoir prétendre à des fonds publics, WSM doit garantir un pourcentage de ressources propres. Certains des plans d'action mis en œuvre par les organisations partenaires sont financés par des fonds collectés auprès de donateur.trices, ce que l'on appelle les ressources propres. En 2023, celles-ci représentaient 29 % des recettes totales.



LES RESSOURCES PROPRES EN DÉTAIL

Recettes provenant de dons et de ventes : 290.494 euros

2.258 personnes et 96 organisations ont donné ensemble 290.494 euros. Nous vous remercions ! Votre don est incroyablement précieux et indispensable.

Conventions pluriannuelles : 2.647.537 euros

Nous pouvons également compter sur des fonds provenant de conventions pluriannuelles avec 40 partenaires dans et hors Mouvement ouvrier chrétien.

WSM a reçu des fonds provenant de conventions avec :

- // ACV-CSC, beweging.net, BRS, Familiehulp, Femma, KAJ, KWBB, LCM-AN-MC, MC, MOC, vdk bank et autres : 1.385.352 euros
- // Centrales syndicales et fonds sectoriels, fonds régionaux de santé, organisations constitutives régionales : 1.120.660 euros
- // 11.11.11, la coupole flamande des organisations Nord-Sud : 120.621 euros
- // CNC-D-11.11.11, la coupole francophone des organisations Nord-Sud : 20.904 euros

Scannez le QR-code pour une vue d'ensemble de tous nos partenaires structurels.



MERCI !

LES DÉPENSES

COOPÉRATION DANS NOS PAYS PARTENAIRES : 7.695.238 EUROS

Avec ce montant, qui représente 70 % du total, nous agissons sur le travail décent et la protection sociale avec 73 organisations sociales telles que des syndicats, des mutuelles de santé, des organisations de femmes, de jeunes et de personnes âgées, des institutions de microfinance et des coopératives dans 20 pays. Une partie des fonds est consacrée à la coopération entre ces organisations. Elles se sont réunies au sein du Réseau international pour le droit à la protection sociale (INSPIR) et ont mis en place des actions à grande échelle - parfois au-delà des frontières nationales - pour une protection sociale plus importante et de meilleure qualité. Aujourd'hui, ce réseau se compose de 17 réseaux nationaux et de 4 réseaux continentaux. Le réseau international compte 178 organisations partenaires.

ENSEMBLE DERRIÈRE LA VISION DE WSM : 1.813.693 EUROS

Un travail décent et une protection sociale pour tous-tes, partout : telles sont les clés pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités de manière durable. Telle est notre vision et nous voulons en convaincre le plus grand

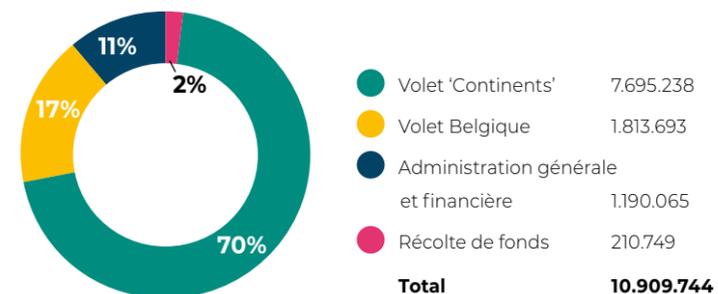
nombre, tant en Belgique que dans un certain nombre d'institutions internationales. Nous le faisons par la sensibilisation, l'éducation et le travail politique.

ASSURANCE QUALITÉ ET TRANSPARENCE DE NOTRE FONCTIONNEMENT : 1.190.065 EUROS

La qualité, la transparence et une bonne communication sont des priorités essentielles. En 2023, nous avons consacré onze pour cent de nos ressources à la gestion générale de notre organisation. Cela comprend les opérations financières et administratives, la gestion des ressources humaines, le soutien permanent à la qualité et à la coordination générale. Ensemble, ces postes garantissent la qualité de notre travail.

FONDS ASSURÉS : 210.749 EUROS

En tant que donateur.trice, vous avez droit à des informations précises sur ce qu'il advient de votre don. L'année dernière, nous avons investi 2 % de nos ressources dans les relations avec nos donateur.trices. Grâce à ces ressources, nous avons réalisé de nombreuses actions, fourni des rapports de qualité et avons entretenu de bons contacts avec eux-elles.





RÉSULTAT ANNUEL

LES RECETTES

Notre revenu total en 2023 était de 11,1 millions d'euros. C'est 5,8 pour cent de plus qu'en 2022.

L'arrêté ministériel remanié de la ministre Caroline Gennez a exceptionnellement prévu des **fonds supplémentaires** pour 2023. Ceux-ci seront également versés en 2024. Cette augmentation de 6,8 % est destinée à faire face à l'augmentation des frais de personnel et des coûts des organisations partenaires, conséquence de la vague d'inflation de 2022 et de la crise économique mondiale. En termes absolus, cela signifie une augmentation de 308.000 euros par an des fonds fédéraux pour WSM. Notre recherche de ressources autres que celles fédérales de la DGD a abouti aux programmes de financement d'ENABEL au Bénin et en Guinée, lancés en 2022. En 2023 (deuxième et dernière année des programmes ENABEL), les activités des organisations partenaires ont pris

de l'ampleur et davantage de ressources ont donc été mobilisées.

Les recettes provenant des **conventions structurelles** ont été conformes au budget 2023, mais ont légèrement diminué par rapport à 2022. Les **dons privés** ont légèrement augmenté par rapport à l'année dernière en raison du challenge « Banglabike » destiné à la récolte de fonds, qui s'est déroulé au printemps 2024. Les participant·es à ce voyage ont collecté des fonds pour cofinancer les programmes des organisations partenaires au Bangladesh. Les recettes provenant des dons sont toujours sous pression. C'est pourquoi WSM continuera également à développer des initiatives innovantes avec une équipe enthousiaste et des organisations partenaires engagées de notre mouvement.

Vous remarquerez que les **autres recettes** ont fortement augmenté. Cela est dû aux coûts facturés aux participant·es du 'Nepal Express' pour

financer leur voyage (récolte de fonds), aux coûts répercutés pour le séjour d'échanges entre jeunes au Guatemala et aux frais de personnel facturés à des tiers, dans le cadre de notre programme. Les recettes financières ont également augmenté de manière significative, passant de 4.000 euros en 2022 à 89.000 euros en 2023. Mais une part importante de ces recettes est déduite des moyens fédéraux en 2023. Nous devons également tenir compte du fait que nous devons payer des impôts plus élevés pour 2023 (30 % de précompte mobilier sur les intérêts).

LES DÉPENSES

L'augmentation de 5,8 % des recettes en 2023 s'accompagne d'une augmentation de près de 6,6 % du côté des dépenses. Nous avons déjà souligné plus haut la croissance des activités de la deuxième année des programmes (DGD et ENABEL). En 2023, des économies ont été réalisées sur les frais de personnel, car un

certain nombre de postes vacants n'ont pas été pourvus temporairement. Il s'agit notamment du poste vacant au sein de l'équipe de récolte de fonds, qui est resté ouvert plus longtemps que prévu, ce qui a permis de réduire les frais. L'augmentation des frais de personnel depuis la forte inflation de 2022 continue également d'entraîner une hausse de ce poste-là. Cela explique en partie l'augmentation des dépenses en matière de gestion générale. Cette équipe a été renforcée pour gérer la complexité croissante de notre travail et pour continuer à soutenir les autres services de WSM, qui se sont développés ces dernières années. Enfin, il y a les taxes plus élevées sur les revenus financiers dont nous avons parlé plus haut.

Les frais financiers pour l'exercice 2023 s'élèvent à 18.338 € contre 24.995 € en 2022. Cette diminution est principalement due à

l'élimination, par rapport à 2022, de coûts non récurrents.

LE RÉSULTAT

WSM clôture l'exercice avec un résultat positif de 238.890 €, supérieur aux prévisions (résultat positif de 301.972 € en 2022). Ceci renforce le résultat positif reporté au bilan. WSM affectera une partie de ce montant au fonds pour passif social et au fonds d'aide d'urgence pour faire face aux crises. Le résultat positif reporté continuera à être utilisé en 2024 pour poursuivre la mise en œuvre des programmes approuvés, pour mettre en œuvre d'autres programmes financés sur nos ressources propres et pour absorber en partie l'augmentation des frais de personnel.

Vous aussi, vous pouvez soutenir les travailleurs et travailleuses du monde entier de façon intègre et éthique.

La transparence financière est primordiale pour notre organisation qui compte sur votre soutien financier. Pour obtenir nos données financières, vous pouvez consulter notre site web <https://www.wsm.be/nous-decouvrir/transparence/>. Nous y publions le compte de résultat résumé, le bilan et le tableau récapitulatif de 2023. Nous pouvons également fournir ces documents sur simple demande. Nous publions également nos chiffres sur les sites web suivants : because.eu ; www.donorinfo.be et www.ong-livreouvert.be.

WSM est membre de Récolte de fonds éthique. Cette a.s.b.l. vérifie si une organisation acquiert ses fonds d'une manière éthique. Chaque année, elle effectue un audit des chiffres des membres. Pour 2023, nous avons obtenu un bon résultat.



EN BREF

73 partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine

96 organisations en Belgique

25 villes et communes

20 pays (Belgique non comprise)

39 employé·es en Belgique

4.099 abonné·es à nos newsletters (mai '23)

2.258 donateur·trices individuel·les

3 coordinateur·trices en Afrique, Asie et Amérique latine

11.511 fans sur nos réseaux sociaux (mai '23)





Commemoration des 10 ans du Rana Plaza à **Bruxelles**.

INTÉGRITÉ

WSM attache une grande importance à l'intégrité. Notre organisation gère ses ressources financières de manière appropriée, transparente et honnête. Nous entretenons des relations respectueuses et équitables avec les personnes et les organisations de notre réseau mondial. Chaque année, nous prenons plusieurs initiatives pour affiner notre politique d'intégrité. En tant qu'organisation apprenante, nous nous appuyons sur les mesures prises en 2023, qui contribuent à la poursuite du déploiement de la politique en 2024.

Un exemple est la formation continue du personnel de Bruxelles sur la manière dont WSM organise l'intégrité. Nous avons écouté les questions et les suggestions afin de poursuivre le développement de notre politique. Nous avons également mis à jour certains documents officiels, tels que le règlement d'ordre intérieur de l'organisation et le formulaire d'évaluation des performances. Ce formulaire comprend désormais une question ouverte permettant d'identifier tout problème ou préoccupation concernant l'intégrité dans le temps.

Le gouvernement n'est pas resté inactif non plus. En 2020, la loi sur la coopération au développement a été modifiée. L'intégrité a été explicitement incluse dans la loi. Celle-ci a été précisée par deux arrêtés royaux publiés en 2023. Pour faciliter l'interprétation, l'application et l'adaptation au sein de WSM, nous avons participé à diverses formations et échanges du secteur.

Au sein de WSM, nous nous efforçons de trouver la bonne réponse à tout événement ou question liée à l'intégrité. C'est pourquoi nous attachons une grande importance à la formation interne. Bien qu'il n'ait pas été facile de trouver des expert-es pour soutenir les collègues qui assument des rôles en matière d'intégrité, le secteur a pu organiser des formations en 2023.

Enfin, nous pouvons signaler qu'en 2023, nous n'avons reçu aucune plainte ayant donné lieu à une procédure formelle de réclamation.